



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

Solidarités - Logement social - Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) - Cotation de la demande - Avenant - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La loi du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) rend obligatoire la mise en place d'un système de cotation de la demande de logements sociaux sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'entrée en vigueur a été reportée au 31 décembre 2023.

Le système de cotation de la demande consiste à la définition d'une grille de critères permettant l'attribution de points aux dossiers des demandeurs de logements sociaux au regard de leur situation individuelle. Elle a pour but d'informer le demandeur en lui indiquant comment se situe sa demande par rapport aux autres demandes analogues. Elle répond à un objectif de transparence de la gestion des demandes de logements sociaux et les modalités de priorisation sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour les acteurs des attributions (Etat, bailleurs, réservataires et collectivités), la cotation permet d'identifier les dossiers répondant aux enjeux locaux, et de refléter la politique d'attribution du territoire pour l'accès prioritaire aux logements sociaux. Le système de cotation est donc un guide pour les partenaires dans le choix de candidats lors du rapprochement entre l'offre et la demande, et un outil d'aide à la décision lors des Commissions d'Attribution des Logements qui restent souveraines. De fait, la cotation de la demande n'est pas opposable aux réservataires et aux décisions des Commissions d'Attribution des Logements.

Les critères de la grille de cotation doivent permettre le relogement des publics prioritaires (Droit Au Logement Opposable, sortants d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion, ménages en difficultés économique et sociales, etc.) tout en veillant aux équilibres d'occupation dans les résidences du parc social, conformément au porter à connaissance de l'Etat transmis aux intercommunalités en juillet 2023. Il s'agit ainsi de concilier tout à la fois la mixité sociale avec un objectif de rééquilibrage de l'occupation du parc social et le droit au logement pour tous.

Aussi, la grille de cotation de Montpellier Méditerranée Métropole traduit sa politique intercommunale d'attribution, axée sur l'équilibrage de peuplement des résidences de logement social. Elle répond aux besoins du territoire via des critères liés à l'ancrage territorial et à la situation professionnelle, notamment en valorisant les demandes des travailleurs « clés », dont la liste des métiers a été approuvée en Conférence Intercommunale du Logement (CIL), et qui selon la définition de la loi sont les professionnels ne pouvant pas télétravailler et assurant continuité de la vie de la Nation. La grille de cotation prévoit également deux critères déclenchant des malus aux dossiers des demandeurs de logements sociaux :

- En cas de refus d'un logement adapté aux besoins du demandeur ;
- Pour les demandes de mutations au sein du parc social, si le locataire d'un logement social est auteur de troubles de voisinages, ou d'insultes et de violences envers le personnel du bailleur.

En application de l'article L.441-2-8 du Code de la construction et de l'habitation, la grille de cotation de la demande fait l'objet d'un avenant au Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs 2020-2025 adopté en 2019. Dans ce cadre, elle a été présentée en Conférence des Maires le 19 juillet 2023, et soumis pour avis aux 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, au Préfet de l'Hérault. Il est également nécessaire de le soumettre à l'avis de la Conférence Intercommunale du Logement qui se tiendra le 22 décembre 2023. Il est donc proposé d'approuver cette cotation sous réserve d'un avis de la Conférence Intercommunale du Logement à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant au Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole, définissant le système de cotation de la demande applicable sur son territoire, sous réserve d'un avis de la Conférence Intercommunale du Logement lors de sa réunion du 22 décembre 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-253485-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant PPGDID 2020-2025 - cotation de la demande VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.